

L'évolution du pouvoir d'achat entre 2009 et 2018



Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Introduction | 3 |
| 1ère partie : Comment a évolué le revenu disponible brut des Français ? | 3 |
| Évolution des revenus..... | 3 |
| Évolution des charges | 8 |
| Évolution du revenu disponible brut..... | 12 |
| 2ème partie : Comment ont évolué les prix ?..... | 14 |
| Les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées..... | 15 |
| Les boissons alcoolisées, le tabac et les stupéfiants..... | 16 |
| Les articles d'habillement et chaussures | 16 |
| Le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et les autres combustibles..... | 18 |
| Les meubles, les articles de ménages et l'entretien courant du foyer | 20 |
| La santé | 22 |
| Les transports..... | 23 |
| Les communications..... | 25 |
| Les loisirs et la culture..... | 26 |
| L'enseignement..... | 28 |
| Les restaurants et les hôtels | 29 |
| Les biens et services divers | 29 |
| Conclusion : évolution du pouvoir d'achat | 31 |
| Tableaux récapitulatifs | 35 |
| Les revenus et les charges..... | 35 |
| Les prix | 36 |
| Le pouvoir d'achat..... | 36 |

Introduction

Dans le contexte du mouvement de protestation des « gilets jaunes », qui a débuté au courant du dernier trimestre 2018 par suite de la forte hausse des prix des carburants, le pouvoir d'achat est devenu la préoccupation centrale des français. En effet, selon une enquête réalisée par Odoxa les 2 et 3 janvier 2019¹, pour 54 % des français, augmenter le pouvoir d'achat est la priorité numéro un. Les deux priorités suivantes sont également liées au pouvoir d'achat : diminuer la pauvreté et la précarité en France, et baisser le niveau des impôts et des taxes.

S'agissant d'une question centrale, il est important de savoir de quoi on parle. Le pouvoir d'achat, qu'est-ce que c'est ? Selon l'INSEE, il correspond au volume de biens et services qu'un revenu permet d'acheter. Autrement dit, c'est ce qu'on peut consommer en produits et services avec notre rémunération une fois que les charges obligatoires (impôts et cotisations sociales) ont été payées. Son évolution se calcule en faisant la différence entre l'évolution du revenu et l'évolution des prix.

- Pour en savoir plus, consultez notre fiche [Le pouvoir d'achat : qu'est-ce que c'est ?](#)

Dans cette étude, l'Institut National de la Consommation vous détaille l'évolution du pouvoir d'achat et de ses composantes au cours des dix dernières années. Comment ont évolué les différents revenus ? Les impôts et cotisations sociales ? Les prix des différentes familles de produits ?

1ère partie : Comment a évolué le revenu disponible brut des Français ?

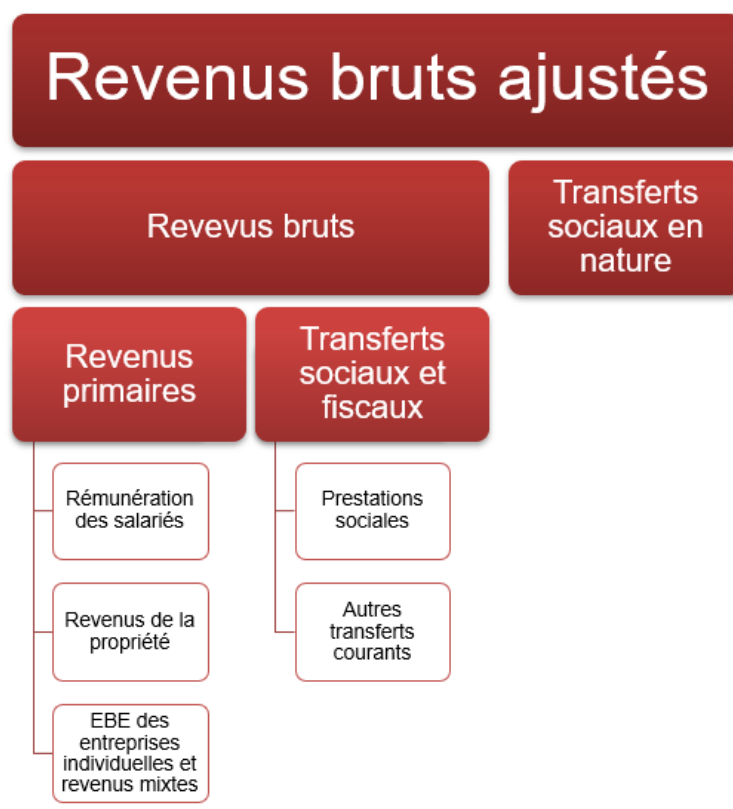
Le revenu disponible brut correspond à la somme des revenus moins les impôts et cotisations sociales. Entre 2009 et 2018, il a augmenté de + 15 %. Cette hausse est-elle le fait d'une hausse des salaires ? Ou bien d'une baisse des impôts et cotisations sociales ? Nous vous proposons dans cette partie une analyse détaillée de l'évolution des différents revenus, impôts et cotisations sociales.

Évolution des revenus

Le revenu d'un français est composé des revenus primaires bruts, et des différents transferts sociaux, fiscaux et en nature. La somme de ces trois composantes forme ce qu'on appelle le revenu brut ajusté, qui se rapproche le plus de la réalité au quotidien des consommateurs.

Graphique suivant : source INC

¹ Vous pouvez retrouver l'intégralité de l'enquête en suivant ce lien : <http://www.odoxa.fr/sondage/perspectives-2019-francais-attendent-desormais-resultats-front-pouvoir-dachat/>



Voici comment ont évolué ses différentes composantes.

Les revenus primaires

Les revenus primaires regroupent la rémunération des salariés, les revenus de la propriété² ainsi que l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entreprises individuelles et les revenus mixtes³.

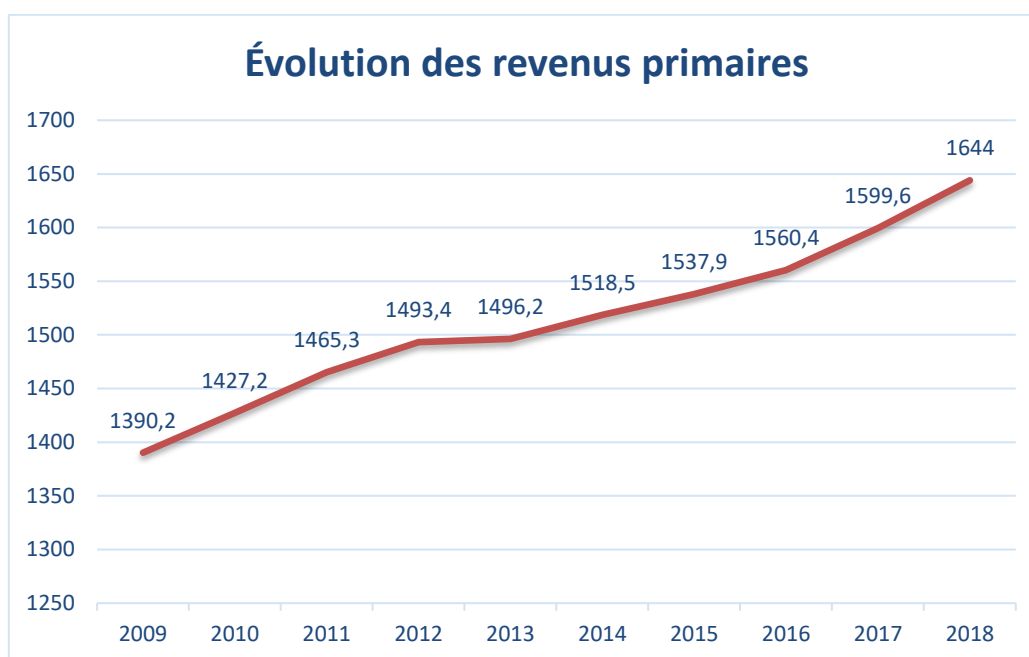
| Année | Rémunération des salariés | Revenus de la propriété | EBE des entreprises individuelles | Revenus mixtes | Revenus primaires |
|------------------|---------------------------|-------------------------|-----------------------------------|----------------|-------------------|
| 2009 | 1 025,2 | 87,0 | 158,3 | 119,7 | 1 390,2 |
| 2010 | 1 053,4 | 93,2 | 158,7 | 121,9 | 1 427,2 |
| 2011 | 1 083,8 | 94,4 | 164,9 | 122,2 | 1 465,3 |
| 2012 | 1 108,5 | 93,4 | 168,5 | 123,0 | 1 493,4 |
| 2013 | 1 126,2 | 80,7 | 169,9 | 119,4 | 1 496,2 |
| 2014 | 1 144,2 | 81,3 | 172,2 | 120,8 | 1 518,5 |
| 2015 | 1 160,9 | 80,7 | 175,9 | 120,4 | 1 537,9 |
| 2016 | 1 182,9 | 77,6 | 179,8 | 120,1 | 1 560,4 |
| 2017 | 1 218,0 | 75,7 | 184,3 | 121,6 | 1 599,6 |
| 2018 | 1 251,9 | 82,0 | 188,8 | 121,3 | 1 644,0 |
| Évolution | + 22 % | - 6 % | + 19 % | + 1 % | + 18 % |

Source : tableau INC d'après des données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE.

² Ce sont les revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel qu'il n'a pas produit en échange de sa mise à disposition à un autre individu. Ils comprennent essentiellement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains et logements. Les revenus perçus sont diminués des revenus versés par le propriétaire pour l'acquisition du bien.

³ L'EBE et les revenus mixtes des entreprises individuelles correspondent au solde du compte d'exploitation de l'entreprise. Ils contiennent deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

En 10 ans, la rémunération des salariés et l'excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles ont fortement augmenté, respectivement de + 22 % et + 19 %. Les revenus mixtes bruts se sont stabilisés (+ 1 %), et les revenus de la propriété ont diminué de - 6 %.



En milliards d'euros – Source : graphique INC d'après les données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE

Finalement, le solde des revenus primaires est passé de 1 390,2 milliards d'euros en 2009 à 1 644 milliards d'euros en 2018, soit une hausse de + 18 %.

Les transferts sociaux et fiscaux

Les transferts sociaux et fiscaux regroupent :

- Les prestations sociales qui regroupent notamment les pensions de retraite, le remboursement des frais liés à la maladie, les allocations familiales, les indemnités du chômage ...
- Le solde des autres transferts courants qui comprend principalement les indemnités d'assurance nettes des primes.

En additionnant les transferts sociaux et fiscaux aux revenus primaires, on obtient ce qu'on appelle les revenus bruts.

Revenus primaires
 = Rémunération des salariés + Revenus de la propriété
 + EBE des entreprises individuelles et revenus mixtes

Revenus bruts = Revenus primaires + Transferts sociaux et fiscaux

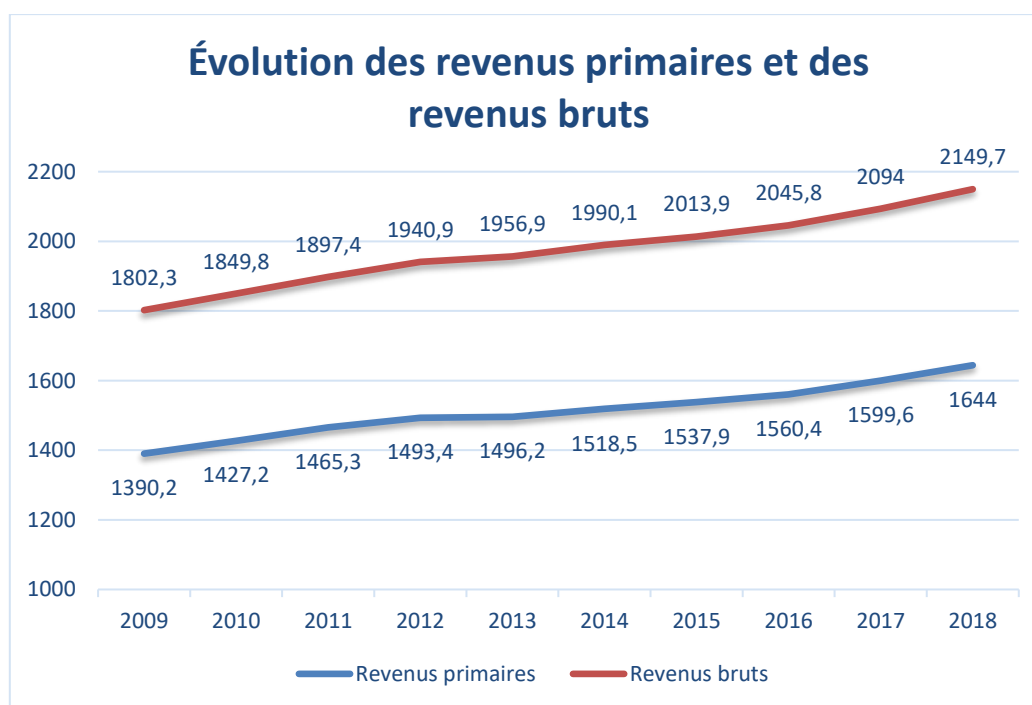
| Année | Prestations sociales | Autres transferts courants | Transferts sociaux et fiscaux | Revenus bruts |
|------------------|----------------------|----------------------------|-------------------------------|---------------|
| 2009 | 407,8 | 4,3 | 412,1 | 1 802,3 |
| 2010 | 420,4 | 2,2 | 422,6 | 1 849,8 |
| 2011 | 430,1 | 2,0 | 432,1 | 1 897,4 |
| 2012 | 446,3 | 1,2 | 447,5 | 1 940,9 |
| 2013 | 459,4 | 1,3 | 460,7 | 1 956,9 |
| 2014 | 470,6 | 1,0 | 471,6 | 1 990,1 |
| 2015 | 477,9 | - 1,9 | 476,0 | 2 013,9 |
| 2016 | 486,4 | - 1,0 | 485,4 | 2 045,8 |
| 2017 | 493,7 | 0,7 | 494,4 | 2 094,0 |
| 2018 | 504,9 | 0,8 | 505,7 | 2 149,7 |
| Évolution | + 24 % | - 81 % | + 23 % | + 19 % |

Source : tableau INC d'après des données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE.

Le montant des prestations sociales a augmenté de + 24 %, passant de 407,8 milliards d'euros en 2009 à 504,9 milliards d'euros en 2018.

Il est important de remarquer qu'une hausse des prestations sociales traduit bien une hausse du revenu, mais cependant cela ne traduit pas une hausse du bonheur de la société. En effet, une hausse des prestations sociales peut se traduire par exemple par une hausse des allocations chômage. Mais cela peut être dû aussi à une amélioration des allocations ou bien une augmentation du nombre de chômeurs. Une hausse du revenu ne correspond donc pas directement à une amélioration du bien-être de la population.

Le montant des transferts courants (pesant peu dans les transferts sociaux et fiscaux) a baissé de - 81 % entre 2009 et 2018. Finalement, les transferts sociaux et fiscaux ont augmenté de + 23 % en 10 ans.



En milliards d'euros – Source : graphique INC d'après les données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE

Les revenus bruts augmentent légèrement plus rapidement que les revenus primaires (+ 19 % contre + 18 %) entre 2009 et 2018. Ils passent de 1 802,3 milliards d'euros en début de période à 2 149,7 milliards d'euros en 2018.

Les transferts sociaux en nature

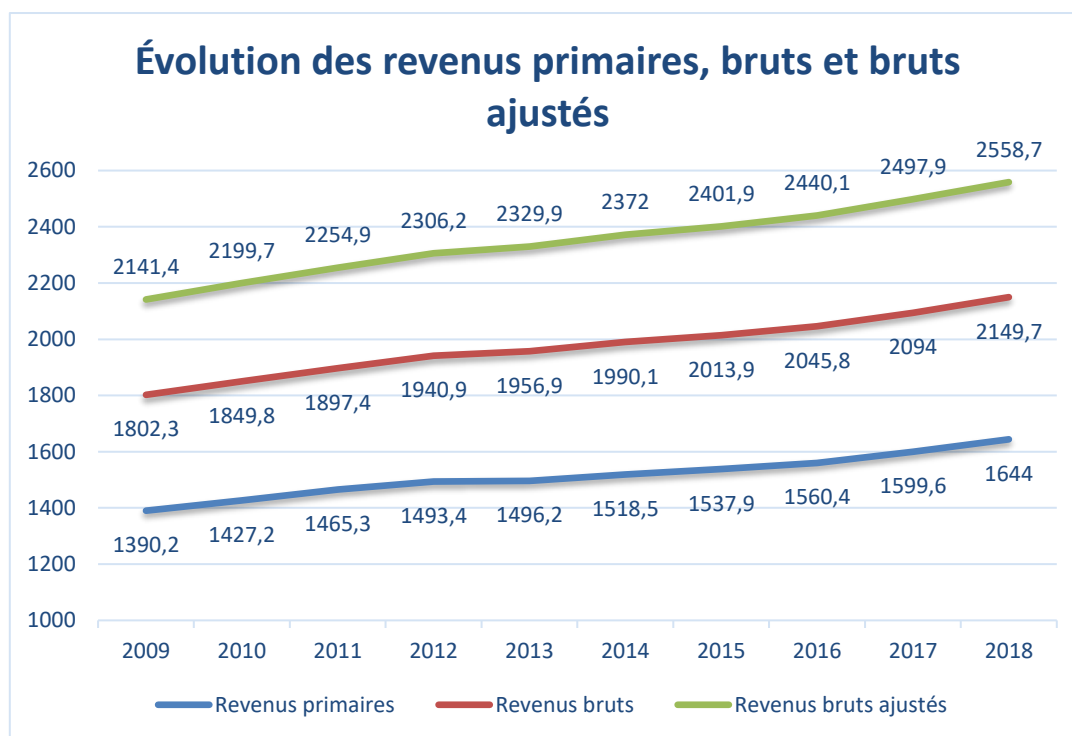
Les transferts sociaux en nature sont les biens et services individuels fournis aux ménages. Ce sont par exemple les médicaments, les soins ou encore l'éducation. En ajoutant les transferts sociaux en nature aux revenus bruts, on obtient les revenus bruts ajustés.

| |
|---|
| <i>Revenus primaires</i> |
| <i>= Rémunération des salariés + Revenus de la propriété</i> |
| <i>+ EBE des entreprises individuelles et revenus mixtes</i> |
| |
| <i>Revenus bruts = Revenus primaires + Transferts sociaux et fiscaux</i> |
| |
| <i>Revenus bruts ajustés = Revenus bruts + Transferts sociaux en nature</i> |

| Année | Transferts sociaux en nature | Revenus bruts ajustés |
|------------------|-------------------------------------|------------------------------|
| 2009 | 339,1 | 2 141,4 |
| 2010 | 349,9 | 2 199,7 |
| 2011 | 357,5 | 2 254,9 |
| 2012 | 365,3 | 2 306,2 |
| 2013 | 373,0 | 2 329,9 |
| 2014 | 381,9 | 2 372,0 |
| 2015 | 388,0 | 2 401,9 |
| 2016 | 394,3 | 2 440,1 |
| 2017 | 403,9 | 2 497,9 |
| 2018 | 409,0 | 2 558,7 |
| Évolution | + 21 % | + 19 % |

Source : tableau INC d'après des données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE.

Entre 2009 et 2018, les transferts sociaux en nature ont augmenté de + 21 %. Cependant, comme pour les prestations sociales, une hausse des transferts sociaux en nature fait bien augmenter le revenu, cependant cela ne traduit pas une hausse du bien-être de la société.



En milliards d'euros – Source : graphique INC d'après les données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE

Les revenus bruts ajustés augmentent au même rythme que les revenus bruts, soit + 19 % entre 2009 et 2018. Ils passent de 2 141,4 milliards d'euros en début de période à 2 558,7 milliards d'euros en 2018.

Évolution des charges

Les impôts et cotisations sociales nettes

Les principaux impôts payés par les ménages (et les entreprises individuelles) sont l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur les sociétés (pour les entreprises individuelles seulement), la contribution sociale généralisée (CSG), la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), la taxe d'habitation, l'impôt sur la fortune immobilière (qui remplace l'impôt de solidarité sur la fortune) et la taxe foncière.

Les cotisations sociales nettes représentent l'ensemble des versements que les individus effectuent aux administrations de sécurité sociale et aux régimes privés.

Ensemble des charges payées par les ménages
 = *impôts payés par les ménages et les entreprises individuelles*
 + *Cotisation sociales nettes*

| Année | Impôts payés par les ménages et les entreprises individuelles | Cotisations sociales nettes | Ensemble des charges payées par les ménages |
|------------------|---|-----------------------------|---|
| 2009 | 171,7 | 397,7 | 569,4 |
| 2010 | 176,0 | 406,7 | 582,7 |
| 2011 | 185,5 | 419,9 | 605,4 |
| 2012 | 202,1 | 433,9 | 636,0 |
| 2013 | 212,1 | 446,9 | 659,0 |
| 2014 | 215,6 | 459,5 | 675,1 |
| 2015 | 219,3 | 464,7 | 684,0 |
| 2016 | 221,2 | 471,2 | 692,4 |
| 2017 | 226,6 | 484,1 | 710,7 |
| 2018 | 248,3 | 480,2 | 728,5 |
| Évolution | + 45 % | + 21 % | + 28 % |

Source : tableau INC d'après des données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE.

Les impôts payés par les ménages et les entreprises individuelles passent de 171,7 milliards d'euros en 2009 à 248,3 milliards d'euros en 2018, soit une hausse de + 45 % en 10 ans. Le montant des cotisations sociales nettes payées par les ménages s'élèvent à 480,2 milliards d'euros en 2018, soit une hausse de + 21 % par rapport à 2009.

Finalement, l'ensemble des charges payées par les ménages ont augmenté de 28 % entre 2009 et 2018, passant de 583,9 milliards d'euros en début de période à 751,9 milliards d'euros en 2018.

Zoom : Comment ont évolué les tranches d'imposition de l'impôt sur le revenu entre 2009 et 2018 ?

L'impôt sur le revenu est un impôt progressif. Le montant de votre impôt sur le revenu va dépendre principalement de votre situation familiale (célibataire ou non, avec ou sans enfant ...), du montant de votre revenu net imposable et du taux d'imposition appliqué à chaque tranche.

- Pour en savoir plus sur le calcul de votre impôt sur le revenu, vous pouvez consulter la fiche de Bercy-infos particuliers « Comment calculer son impôt sur le revenu en fonction des tranches d'imposition ? »

Les différentes tranches et taux d'imposition sont actualisées chaque année par la loi de finances. Ils sont renseignés à l'article 197 du code général des impôts.

Voici leur évolution entre 2009 et 2018 :

| Année | Taux d'imposition |
|-------|---|
| 2009 | Tranche 1 : 5,50 % de 5 852 € à 11 673 € Tranche 2 : 14 % de 11 673 € à 25 926 € Tranche 3 : 30 % de 25 926 € à 69 505 € Tranche 4 : 40 % de 69 505 € et plus |
| 2010 | Tranche 1 : 5,50 % de 5 875 € à 11 720 € Tranche 2 : 14 % de 11 720 € à 26 030 € Tranche 3 : 30 % de 26 030 € à 69 783 € Tranche 4 : 40 % de 69 783 € et plus |
| 2011 | Tranche 1 : 5,50 % de 5 963 € à 11 896 € Tranche 2 : 14 % de 11 896 € à 26 420 € Tranche 3 : 30 % de 26 420 € à 70 830 € Tranche 4 : 40 % de 70 830 € et plus |
| 2012 | Tranche 1 : 5,50 % de 5 963 € à 11 896 € Tranche 2 : 14 % de 11 896 € à 26 420 € Tranche 3 : 30 % de 26 420 € à 70 830 € Tranche 4 : 40 % de 70 830 € et plus |
| 2013 | Tranche 1 : 5,50 % de 5 963 € à 11 896 € Tranche 2 : 14 % de 11 896 € à 26 420 € Tranche 3 : 30 % de 26 420 € à 70 830 € Tranche 4 : 41 % de 70 830 € à 150 000 € Tranche 5 : 45 % de 150 000 € et plus |
| 2014 | Tranche 1 : 5,50 % de 6 011 € à 11 991 € Tranche 2 : 14 % de 11 991 € à 26 631 € Tranche 3 : 30 % de 26 631 € à 71 397 € Tranche 4 : 41 % de 71 397 € à 151 200 € Tranche 5 : 45 % de 151 200 € et plus |
| 2015 | Tranche 1 : 14 % de 9 690 € à 26 764 € Tranche 2 : 30 % de 26 764 € à 71 754 € Tranche 3 : 41 % de 71 754 € à 151 956 € Tranche 4 : 45 % de 151 956 € et plus |
| 2016 | Tranche 1 : 14 % de 9 700 € à 26 791 € Tranche 2 : 30 % de 26 791 € à 71 826 € Tranche 3 : 41 % de 71 826 € à 152 108 € Tranche 4 : 45 % de 152 108 € et plus |
| 2017 | Tranche 1 : 14 % de 9 710 € à 26 818 € Tranche 2 : 30 % de 26 818 € à 71 898 € Tranche 3 : 41 % de 71 898 € à 152 260 € Tranche 4 : 45 % de 152 260 € et plus |
| 2018 | Tranche 1 : 14 % de 9 807 € à 27 086 € Tranche 2 : 30 % de 27 086 € à 72 617 € Tranche 3 : 41 % de 72 617 € à 153 783 € Tranche 4 : 45 % de 153 783 € et plus |

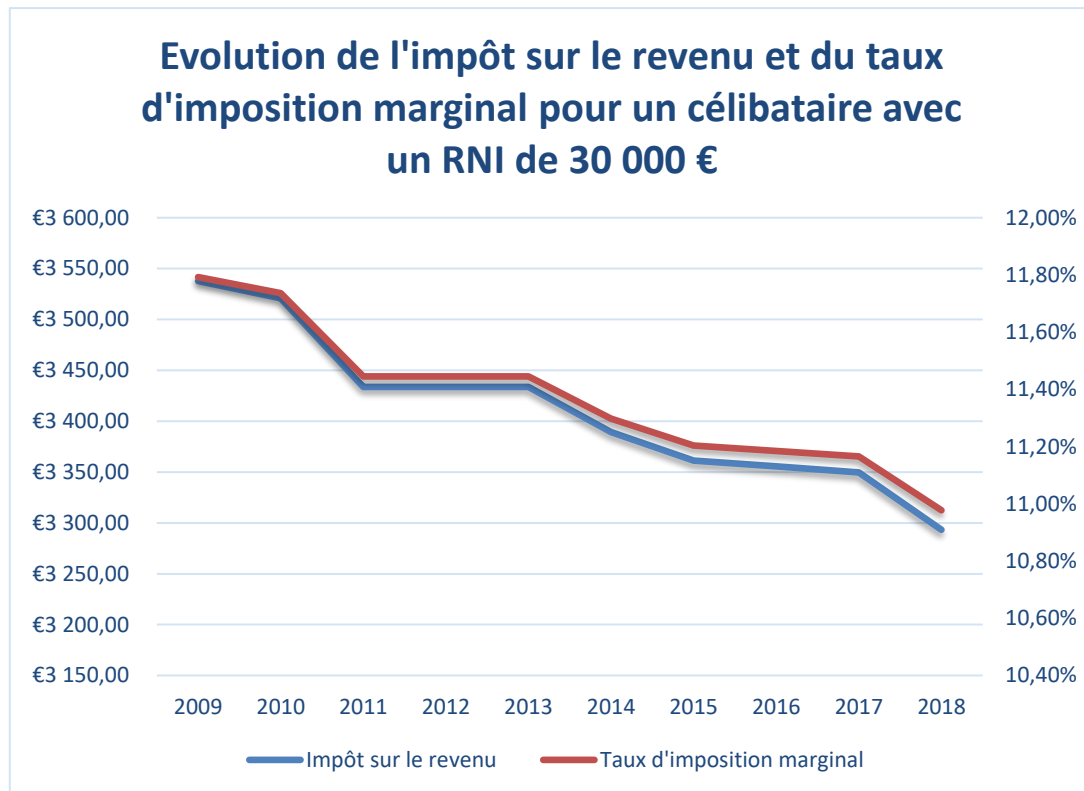
Source : article 197 du code général des impôts.

Exemple : Évolution du montant de l'impôt sur le revenu d'un célibataire avec un **revenu net imposable** de 30 000 € par an.

- 2009 : $(11\,673\text{ €} - 5\,852\text{ €}) \times 5,50\% + (25\,926\text{ €} - 11\,673\text{ €}) \times 14\% + (30\,000\text{ €} - 25\,926\text{ €}) \times 30\% = 3\,537,78\text{ €}$, soit un taux marginal d'imposition de 11,79 % du revenu net imposable (RNI).
- 2010 : 3 520,83 €, soit 11,74 % du RNI.
- 2011 : 3 433,68 €, soit 11,45 % du RNI.
- 2012 : 3 433,68 €, soit 11,45 % du RNI.
- 2013 : 3 433,68 €, soit 11,45 % du RNI.
- 2014 : 3 389,20 €, soit 11,30 % du RNI.
- 2015 : 3 361,16 €, soit 11,20 % du RNI.

- 2016 : 3 355,44 €, soit 11,18 % du RNI.
- 2017 : 3 349,72 €, soit 11,17 % du RNI.
- 2018 : 3 293,26 €, soit 10,98 % du RNI.

Ainsi, entre 2009 et 2018, le montant total de l'imposition a diminué de 244,52 €, soit une baisse de 6 % pour un revenu net imposable de 30 000 €.



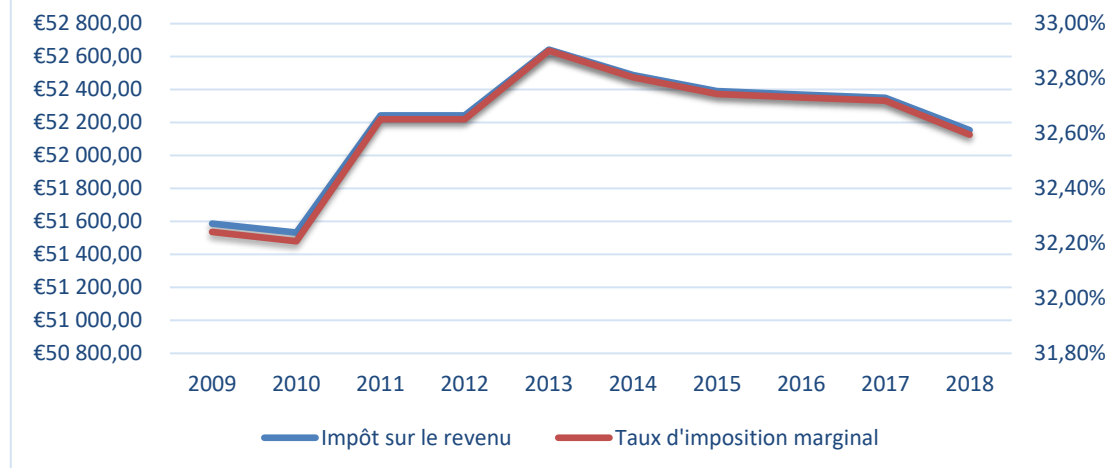
Graphique : INC

Exemple : Evolution du montant de l'impôt sur le revenu d'un célibataire avec un **revenu net imposable** de 160 000 € par an.

- 2009 : 51 587,28 €, soit un taux marginal d'imposition de 32,23 % du revenu net imposable.
- 2010 : 51 532,74 €, soit 32,21 % du RNI.
- 2011 : 52 242,38 €, soit 32,62 % du RNI.
- 2012 : 52 242,38 €, soit 32,62 % du RNI.
- 2013 : 52 642,38 €, soit 32,90 % du RNI.
- 2014 : 52 487,53 €, soit 32,80 % du RNI.
- 2015 : 52 389,98 €, soit 32,74 % du RNI.
- 2016 : 52 370,26 €, soit 32,73 % du RNI.
- 2017 : 52 350,54 €, soit 32,72 % du RNI.
- 2018 : 52 154,07 €, soit 32,60 % du RNI.

Ainsi, entre 2009 et 2018, le montant total de l'imposition a augmenté de 566,79 € soit une hausse de + 1 % pour un revenu net imposable de 160 000 €.

Evolution de l'impôt sur le revenu et du taux d'imposition marginal pour un célibataire avec un RNI de 160 000 €



Graphique : INC

Évolution du revenu disponible brut

Le revenu disponible brut

Il correspond au revenu brut (revenu primaire auquel on ajoute les transferts sociaux et fiscaux) auquel on soustrait le total des charges (impôts et cotisations sociales).

$$\text{Revenu disponible brut} = \text{Revenus bruts} - \text{Charges}$$

| Année | Revenus bruts | Charges | Revenu disponible brut |
|------------------|---------------|---------------|------------------------|
| 2009 | 1 802,3 | 569,4 | 1 232,9 |
| 2010 | 1 849,8 | 582,7 | 1 267,1 |
| 2011 | 1 897,4 | 605,4 | 1 292,0 |
| 2012 | 1 940,9 | 636,0 | 1 304,9 |
| 2013 | 1 956,9 | 659,0 | 1 297,9 |
| 2014 | 1 990,1 | 675,1 | 1 315,0 |
| 2015 | 2 013,9 | 684,0 | 1 329,9 |
| 2016 | 2 045,8 | 692,4 | 1 353,4 |
| 2017 | 2 094,0 | 710,7 | 1 383,3 |
| 2018 | 2 149,7 | 728,5 | 1 421,2 |
| Évolution | + 19 % | + 28 % | + 15 % |

Source : tableau INC d'après des données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE.

Le revenu disponible brut passe de 1 232,9 milliards d'euros en 2009 à 1 421,2 milliards d'euros en 2018, soit une hausse de + 15 % sur 10 ans. On constate que le revenu disponible brut augmente moins rapidement que les revenus bruts (+ 15 % contre + 19 %). Cela est dû à une hausse plus prononcée des charges (+ 28 %) que des revenus.

Le revenu disponible brut ajusté

Afin de davantage se rapprocher de la réalité, il existe ce qu'on appelle le revenu disponible brut ajusté. Il faut, pour l'obtenir, prendre les revenus bruts ajustés (revenus bruts auxquels on ajoute les transferts sociaux en nature) auxquels on soustrait les charges.

$$\text{Revenu disponible brut ajusté} = \text{Revenus bruts ajustés} - \text{Charges}$$

| Année | Revenu brut ajusté | Charges | Revenu disponible brut ajusté |
|------------------|--------------------|---------------|-------------------------------|
| 2009 | 2 141,4 | 569,4 | 1 572,0 |
| 2010 | 2 199,7 | 582,7 | 1 617,0 |
| 2011 | 2 254,9 | 605,4 | 1 649,5 |
| 2012 | 2 306,2 | 636,0 | 1 670,2 |
| 2013 | 2 329,9 | 659,0 | 1 670,9 |
| 2014 | 2 372,0 | 675,1 | 1 696,9 |
| 2015 | 2 401,9 | 684,0 | 1 717,9 |
| 2016 | 2 440,1 | 692,4 | 1 747,7 |
| 2017 | 2 497,9 | 710,7 | 1 787,2 |
| 2018 | 2 558,7 | 728,5 | 1 830,2 |
| Évolution | + 19 % | + 28 % | + 16 % |

Source : tableau INC d'après des données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE.

Le revenu disponible brut ajusté augmente légèrement plus rapidement que le revenu disponible brut, soit + 16 % entre 2009 et 2018. La progression reste tout de même moins importante que celle du revenu brut ajusté du fait de la hausse plus prononcée des charges.

Le revenu disponible « arbitrage »

Le revenu disponible « arbitrage » correspond au revenu disponible brut auquel on a retiré ce qu'on appelle les dépenses de consommation « pré-engagées ». Elles représentent, selon l'INSEE, l'ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Ce sont les dépenses liées au logement, les services de télécommunication, les frais de cantine, les services de télévision, les assurances (hors assurance-vie) et les services financiers. Autrement dit, le revenu disponible « arbitrage » est ce qu'il nous reste une fois que tous les factures de la vie courante (loyer, eau, gaz, abonnement internet, forfait téléphonique ...) ont été réglées.

$$\begin{aligned} \text{Revenu disponible arbitrage} \\ = \text{Revenu disponible brut} - \text{Dépenses de consommation pré-engagées} \end{aligned}$$

| Année | Revenu disponible brut | Dépenses de consommation « pré-engagées » | Revenu disponible « arbitrage » |
|------------------|------------------------|---|---------------------------------|
| 2009 | 1 232,9 | 356,2 | 876,7 |
| 2010 | 1 267,1 | 363,4 | 903,7 |
| 2011 | 1 292,0 | 369,3 | 922,6 |
| 2012 | 1 304,9 | 378,3 | 926,6 |
| 2013 | 1 297,9 | 386,7 | 911,3 |
| 2014 | 1 315,0 | 386,9 | 928,1 |
| 2015 | 1 329,9 | 393,8 | 936,1 |
| 2016 | 1 353,4 | 397,7 | 955,7 |
| 2017 | 1 383,3 | 405,8 | 977,5 |
| 2018 | 1 421,2 | 414,9 | 1 006,3 |
| Évolution | + 15 % | + 16 % | + 15 % |

Source : tableau INC d'après des données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE.

En 2018, les dépenses de consommation « pré-engagées » représentent 414,9 milliards d'euros, soit 29 % du revenu disponible brut. Elles ont augmenté de + 16 % entre 2009 et 2018, tandis que le revenu disponible brut a augmenté de + 15 %. Le revenu disponible arbitrage a ainsi augmenté de + 15 % sur la même période.

2ème partie : Comment ont évolué les prix ?

Pour estimer l'évolution des prix dans le calcul du pouvoir d'achat, l'INSEE utilise l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages⁴. Ce dernier est passé de 95 en 2009 à 102,8 en 2018. Autrement dit, entre la sortie de la crise des subprimes en 2009 et aujourd'hui, les prix ont augmenté en moyenne de + 8,2 %.

Quels produits ont vu leur prix baisser ? Lesquels ont augmenté ? Nous vous proposons dans cette partie une analyse détaillée de l'indice des prix à la consommation⁵ des douze familles de produit regroupé dans la COICOP 2016 de l'INSEE. La classification des fonctions de consommation des ménages (COICOP – Classification of Individual Consumption by Purpose) est une nomenclature permettant de décomposer la consommation des ménages par unités de besoin. Selon l'indice des prix à la consommation, les prix ont augmenté de + 10,5 % sur 10 ans⁶ (contre + 8,2 % pour l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages).

⁴ Selon l'INSEE, ce sont les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et services destinés à la satisfaction de leurs besoins. Les produits correspondants ne sont pas stockés, mais considérés consommés au moment de leur achat, même s'ils sont durables.

⁵ Selon l'INSEE, l'indice des prix à la consommation (IPC) est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. Ce dernier n'est pas choisi pour le calcul du pouvoir d'achat car son champ est moins large que celui de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages. Celui-ci prend notamment en compte les services d'intermédiation bancaire, les services de logement des propriétaires, les services non-marchands tels que l'enseignement, les services de santé, les hébergements médico-sociaux, les actions sociales ...

⁶ Vous pouvez télécharger le détail complet de l'évolution des prix des différents produits en suivant ce lien <https://www.inc-conso.fr/content/levolution-du-pouvoir-dachat-entre-2009-et-2018>

Les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées

Les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées représentent 13 % des dépenses de consommation finale des ménages en 2018, soit 155,7 milliards d'euros. Il s'agit du troisième poste plus important des dépenses de consommation des ménages, après les dépenses liées au logement et les dépenses liées aux transports. Le prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées a augmenté en moyenne de + 10 % entre 2009 et 2018.

Les produits alimentaires

Les prix des produits alimentaires ont augmenté en moyenne de + 11 %. Toutes les familles de produits alimentaires ont vu leur prix augmenter entre + 2 % et + 33 % en 10 ans. A l'exception des produits alimentaires non classés ailleurs (regroupant les condiments, les aliments pour bébés, les produits diététiques ...) pour lesquels les prix ont baissé en moyenne de - 8 %.

Les plus fortes hausses de prix sont observées sur les fruits (+ 33 %), les poissons et les fruits de mer (+ 22 %), les huiles et les graisses (+ 17 %, hausse principalement portée par l'augmentation des prix du beurre de + 26 % et de l'huile d'olive de + 20 %), les légumes (+ 17 %) et la viande (+ 14 %).

Les hausses sont plus modérées pour le pain et les céréales (+ 5 %, même si on observe une forte hausse du prix des pâtisseries fraîches de + 21 %), le lait, le fromage et les œufs (+ 2 %, avec une hausse de + 12 % pour le lait écrémé ou demi-écrémé) et le sucre, miel, confiture, chocolat et confiserie (+ 2 %, avec une baisse importante du prix du sucre de - 15 %).

On constate une baisse des prix des produits alimentaires non classés ailleurs de - 8 %, une baisse entraînée par la chute des prix des produits diététiques (- 21 %) et les plats cuisinés non classés ailleurs (- 11 %).

| Produits alimentaires | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|---------------------------------------|
| Pain et céréales | + 5 % |
| Viande | + 14 % |
| Poissons et fruits de mer | + 22 % |
| Lait, fromage et œufs | + 2 % |
| Huiles et graisses | + 17 % |
| Fruits | + 33 % |
| Légumes | + 17 % |
| Sucre, confiture, miel, chocolat et confiseries | + 2 % |
| Produits alimentaires non classés ailleurs | - 8 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Les boissons non alcoolisées

| Boissons non alcoolisées | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|-----------------------------|---------------------------------------|
| Café | + 15 % |
| Thé et infusions | - 1 % |
| Cacao et chocolat en poudre | + 4 % |
| Eaux minérales ou de source | - 6 % |
| Boissons rafraîchissantes | + 14 % |
| Jus de fruits et légumes | + 10 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Le prix des boissons non alcoolisées a augmenté de + 7 % entre 2009 et 2018. Cette hausse est notamment portée par l'augmentation du prix du café (+ 15 %), des boissons rafraichissantes (+ 14 %) et des jus de fruits et légumes (+ 10 %). Tandis que le prix du thé et des infusions a baissé de - 1 %, et que celui de l'eau minérale ou de source a baissé de - 6 %.

Les boissons alcoolisées, le tabac et les stupéfiants⁷

En 2018, les dépenses liées à l'achat de boissons alcoolisées, de tabac et de stupéfiants s'élevaient à 42 milliards d'euros, soit 4 % des dépenses de consommation finale des ménages. Entre 2009 et 2018, les prix de ces produits ont augmenté en moyenne de + 36 %.

Les boissons alcoolisées

| Boissons alcoolisées | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|--------------------------------|---------------------------------------|
| Alcools de bouche ⁸ | + 13 % |
| Vin et boissons fermentées | + 17 % |
| Bières ⁹ | + 18 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Le prix des boissons alcoolisées a augmenté en moyenne de + 15 %. Le prix des bières a augmenté de + 18 %, les vins et boissons fermentées de + 17 % et les alcools de bouche de + 13 %.

Le tabac

Les prix des produits liés au tabac ont augmenté en moyenne de + 58 %. Les cigarettes ont augmenté de + 52 %, les cigares de + 46 % et les autres produits du tabac (tabac à pipe, tabac à chiquer ou à priser, tabac à cigarette et papier à cigarette) de + 110 %.

Les articles d'habillement et chaussures

Les dépenses de consommation des ménages pour les articles d'habillement et les chaussures s'élevaient à 45 milliards d'euros en 2018, soit 4 % de l'ensemble des dépenses de consommation. Les prix des biens et services de cette famille de produits ont augmenté modérément entre 2009 et 2018, avec une hausse de + 3 % en moyenne.

⁷ Pour information, les données sur le prix des stupéfiants ne sont pas disponibles.

⁸ Pour information, les données ne sont pas disponibles sur les boissons faiblement alcoolisées.

⁹ Pour information, cette catégorie ne prend en compte que les bières à basse fermentation du fait d'un manque de données pour les autres sous-catégories (autres bières alcoolisées, bières à faible teneur en alcool ou sans alcool et boissons à base de bière).

Les articles d'habillement

| Articles d'habillement ¹⁰ | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|--|---------------------------------------|
| Vêtements | + 1 % |
| Autres articles et accessoires d'habillement | + 7 % |
| Nettoyage, réparation et location d'articles d'habillement | + 15 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Le prix des articles d'habillement a augmenté en moyenne de + 2 % sur la période étudiée. On constate que ce sont notamment les services liés à l'habillement qui ont vu leur prix augmenter entre 2009 et 2018, avec une hausse de + 15 % sur la période¹¹.

Les autres articles et accessoires d'habillement (cravates, gants, ceintures, bretelles, chapeaux, fils à coudre, boutons ...) ont augmenté de + 7 %. Une hausse notamment due à une augmentation des prix des vêtements de travail (+ 17 %) et des accessoires pour la confection de vêtements (+ 13 %).

Le prix des vêtements quant à lui s'est stabilisé sur la période (+ 1 %). Les prix des vêtements pour hommes ont augmenté de + 4 %. Une hausse portée par les prix de la lingerie et des vêtements de nuit (+ 14 %) et les pantalons (+ 9 %). Le prix des vêtements pour femmes a, quant à lui, légèrement diminué de - 1 %, malgré une hausse importante du prix des tailleurs et ensembles pour femmes (+ 11 %). Les prix des vêtements pour nourrissons et enfants ont augmenté de + 2 %.

On constate ici que les prix des biens finis augmentent moins rapidement que ceux des services et des accessoires de réparation liés à ces biens. Une tendance que l'on retrouve pour d'autres familles de produits. Cette hausse plus prononcée pour les services et les articles de réparation peut s'expliquer par la tendance des consommateurs à moins consommer (acheter moins de vêtements neufs) et davantage à réparer les biens détériorés qu'ils possèdent ou encore à confectionner eux-mêmes leurs biens (mode du « do it yourself » - *fais le toi-même*).

Les chaussures

| Chaussures | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Chaussures diverses | + 7 % |
| Cordonnerie et location de chaussures | + 22 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Entre 2009 et 2018, les prix des différentes chaussures ont augmenté en moyenne de + 7 %. Le prix des chaussures pour hommes se sont accrus de + 9 %, celui des chaussures pour femme de + 7 %, et celui des chaussures pour nourrissons et enfants de + 3 %.

Les prix de la cordonnerie et de la location de chaussures ont bondi de + 22 %. Une fois encore, on constate que les prix augmentent plus rapidement pour les services liés au bien que le prix du bien lui-

¹⁰ Pour information, les données sur les prix des tissus pour l'habillement ne sont pas disponibles sur la période considérée.

¹¹ Cette catégorie ne prend en compte que les prix du nettoyage d'articles d'habillement, les données sur la réparation et la location n'étant pas disponibles sur la période étudiée.

même. Cela traduit une fois de plus la tendance à réparer avant de jeter et une tendance de consommation de fonctionnalité ou d'usage, plutôt que de possession¹².

Le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et les autres combustibles

Les dépenses liées au logement (loyers, factures, entretien, réparation ...) représentent le poste de consommation le plus important des ménages français. En 2018, les ménages dépensent 316,2 milliards d'euros pour leurs logements, soit plus d'un quart de leurs dépenses totales (27 %).

Les prix liés au logement ont augmenté en moyenne de + 21 % entre 2009 et 2018. Or, la quasi-totalité de cette famille de biens et services correspond à ce qu'on appelle des dépenses « contraintes » ou encore des dépenses « pré-engagées ». Selon l'INSEE, ce sont des dépenses liées à un contrat qui sont difficilement négociables à court terme comme le loyer, les factures de la vie courante (eau, gaz, électricité, abonnements internet, téléphonique ...) ... ce sont des dépenses sur lesquelles les consommateurs n'ont que très peu, voire aucune, marge de manœuvre.

Pour résumer, un quart des dépenses des français ont vu leur prix augmenter de plus de 20 % en dix ans, sans que les consommateurs ne puissent y faire grand-chose ...

Les loyers effectifs

Les loyers effectifs représentent les loyers effectivement payés par les locataires en France¹³. Ils ont augmenté en moyenne de + 8 % en France entre 2009 et 2018. Une hausse qui cache de fortes disparités régionales.

En effet, grâce aux données disponibles sur le site de CLAMEUR¹⁴ (Connaître les Loyers et Analyser les Marchés sur les Espaces Urbains et Ruraux) sur le niveau des loyers de marché (en €/m²), on constate que toutes les régions ne sont pas logées à la même enseigne. Sans parler de la différence de prix entre les régions (8,90 €/m² dans le Limousin, contre 19,40 €/m² en Ile-de-France en 2018), ces derniers n'ont pas tous évolué dans le même sens, ni dans les mêmes proportions.

¹² L'économie de la fonctionnalité correspond au fait qu'on n'est jamais propriétaire d'un bien mais qu'on paye l'usage de ce bien. C'est par exemple le cas des box internet. Votre fournisseur internet reste propriétaire de la box, et vous payez tous les mois l'utilisation de cette box. Ce modèle économique s'inscrit dans une transition écologique dans le sens où le producteur (propriétaire du bien) n'a aucun intérêt à ce que le bien se détériore rapidement, ainsi il sera conçu pour durer le plus longtemps possible, à l'inverse des modèles économiques basés sur l'obsolescence programmée.

¹³ Pour information : il existe dans la COICOP 2016 de l'INSEE une catégorie concernant les loyers « fictifs ». Ceux-ci ont pour ambition d'estimer le loyer que devrait payer le propriétaire occupant d'un logement pour vivre dans sa propriété. Les données ne sont cependant pas disponibles sur la période étudiée.

¹⁴ <http://www.clameur.fr/>

| Niveau des loyers de marchés (en €/m²) | | | |
|--|-------------|-------------|------------------|
| Région¹⁵ | 2009 | 2018 | Évolution |
| Alsace | 10,10 | 10,80 | + 7 % |
| Aquitaine | 10,30 | 11,10 | + 8 % |
| Auvergne | 8,90 | 9,20 | + 3 % |
| Basse-Normandie | 10,70 | 10,60 | - 1 % |
| Bourgogne | 9,40 | 10,00 | + 6 % |
| Bretagne | 9,30 | 9,50 | + 2 % |
| Centre | 9,60 | 10,40 | + 8 % |
| Champagne-Ardenne | 8,80 | 9,50 | + 8 % |
| Corse | 6,60 | 11,20 | + 70 % |
| Franche-Comté | 8,60 | 9,10 | + 6 % |
| Haute-Normandie | 10,70 | 10,60 | - 1 % |
| Ile-de-France | 16,90 | 19,40 | + 15 % |
| Languedoc-Roussillon | 10,60 | 11,10 | + 5 % |
| Limousin | 8,50 | 8,90 | + 5 % |
| Lorraine | 8,70 | 9,40 | + 8 % |
| Midi-Pyrénées | 10,00 | 10,40 | + 4 % |
| Nord-Pas-de-Calais | 11,00 | 11,70 | + 6 % |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 12,00 | 13,30 | + 11 % |
| Pays de la Loire | 9,70 | 10,20 | + 5 % |
| Picardie | 10,50 | 10,80 | + 3 % |
| Poitou-Charentes | 10,50 | 10,70 | + 2 % |
| Rhône-Alpes | 10,60 | 11,70 | + 10 % |
| France métropolitaine | 10,10 | 10,90 | + 8 % |

Source : *tableau INC d'après les données de CLAMEUR.*

Entre 2009 et 2018, les prix des loyers ont légèrement diminué en Basse-Normandie, ainsi qu'en Haute-Normandie (- 1 %). Ce sont les seules régions où on constate une diminution du prix du loyer, ils ont augmenté dans toutes les autres régions. Notamment en Rhône-Alpes (+ 10 %), en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 11 %) et en Ile-de-France (+ 15 %). La hausse la plus importante est constatée en Corse où le prix des loyers a bondi de + 70 % passant de 6,60 €/m² en 2009 à 11,20 €/m² en 2018.

Entretien et réparation des logements

| Entretien et réparation des logements | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|--|
| Fournitures pour travaux d'entretien et de réparation des logements | + 12 % |
| Services concernant l'entretien et les réparations du logement | + 23 % |

Source : *Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE*

Les prix de l'entretien et des réparations liés au logement ont augmenté en moyenne de + 21 % entre 2009 et 2018. Le prix des fournitures pour les travaux d'entretien et de réparation (peintures, papiers peints, quincaillerie, fournitures pour bricolage ...) ont augmenté de + 12 %.

Les prix des services concernant l'entretien et la réparation des logements ont augmenté de + 23 % sur la même période : une hausse de + 26 % pour les services des plombiers, des électriciens, des menuisiers et charpentiers, + 22 % pour les services des peintres et + 19 % pour les services d'entretien pour les systèmes de chauffage.

¹⁵ Les données ne sont pas disponibles concernant les départements et territoires d'Outre-Mer.

Alimentation en eau et services divers liés au logement

| Alimentation en eau et services divers liés au logements | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|---------------------------------------|
| Alimentation en eau | + 17 % |
| Collecte des ordures ménagères | + 30 % |
| Reprise des eaux usées | + 24 % |
| Services divers liés au logement non classés ailleurs ¹⁶ | + 15 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Les prix de l'alimentation en eau et des services divers liés au logement ont augmenté en moyenne de + 21 % sur la période étudiée. Une hausse notamment portée par l'augmentation du prix de la collecte des ordures ménagères (+ 30 %) et de la reprise des eaux usées (+ 24 %). Le prix de l'alimentation en eau a augmenté de + 17 % et celui des services divers liés au logement (charges d'entretien dans les immeubles collectifs, nettoyage des routes, ramonage des cheminées ...) de + 15 %.

Electricité, gaz et autres combustibles

| Electricité, gaz et autres combustibles | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|---------------------------------------|
| Electricité | + 39 % |
| Gaz | + 36 % |
| Combustibles liquides | + 59 % |
| Combustibles solides ¹⁷ | + 13 % |
| Energie thermique | + 45 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Les prix de l'électricité, du gaz et des autres combustibles ont augmenté en moyenne de + 42 % entre 2009 et 2018. Une hausse globale notamment due aux taxes mises en place durant ces dernières années pour favoriser la transition énergétique. Ainsi, le prix des combustibles liquides (fiouls domestiques) a augmenté de + 59 %, celui de l'énergie thermique de + 45 %, de l'électricité de + 39 % et du gaz de + 36 % (avec une hausse plus prononcée de + 41 % pour les hydrocarbures liquéfiés tels que le butane, le propane ...). La hausse est plus modérée pour les combustibles solides (+ 13 %) pour des raisons statistiques : les données sur le prix du charbon n'étant pas disponible sur la période considérée, cette catégorie comprend seulement les granulés de bois, le bois de chauffage, les briquettes ...

Les meubles, les articles de ménages et l'entretien courant du foyer

Les dépenses liées à l'achat de meubles, d'articles de ménages et d'entretien courant du foyer représentent 5 % des dépenses totales de consommation finale des ménages en 2018, soit 59,8 milliards d'euros. Les prix de ces biens et services ont légèrement (comparativement aux autres postes de consommation) augmenté de + 4 % entre 2009 et 2018.

¹⁶ Pour information, les données sur le prix des services de sécurité ne sont pas disponibles sur la période considérée.

¹⁷ Pour information, les données sur le prix du charbon ne sont pas disponibles sur la période considérée.

Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sols

| Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sols | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|--|
| Meubles et articles d'ameublement | + 3 % |
| Tapis et revêtements de sol divers | + 14 % |
| Réparation de meubles, d'articles d'ameublement et de revêtements de sol | + 17 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Les prix des biens et services de cette catégorie ont augmenté en moyenne de + 5 %. Une hausse notamment portée par la hausse des prix des divers services liés à ces biens : + 17 % pour la réparation de meubles, d'articles d'ameublement et de revêtements de sol, et + 20 % pour les services de pose de moquette et de revêtements de sol. Une hausse plus modérée est constatée sur le prix des biens : + 3 % pour les meubles et articles d'ameublement et + 1 % pour les tapis et moquettes.

Articles de ménage en textiles¹⁸

Le prix des articles de ménage en textiles a augmenté en moyenne de + 13 %. Une hausse notamment due à une augmentation des prix des tissus d'ameublement et rideaux (+ 28 %) et des accessoires de literie tels que les couettes, les oreillers, les plaids ... (+ 15 %).

Appareils ménagers

| Appareils ménagers | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|--|
| Gros appareils ménagers, électriques ou non | - 18 % |
| Petits appareils électroménagers | - 15 % |
| Réparation d'appareils ménagers | + 22 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Le prix des appareils ménagers a baissé en moyenne de - 16 % entre 2009 et 2018. Une baisse de - 18 % pour les gros appareils ménagers (réfrigérateurs, lave-vaisselle, lave-linges ...) et de - 15 % pour les petits appareils électroménagers (cafetières, fers à repasser, grille-pain ...). Cependant, les prix de réparation d'appareils ménagers ont augmenté de + 22 % sur la même période. Une fois encore, les prix des produits diminuent tandis que ceux des services liés à l'entretien et la réparation des produits augmentent fortement.

Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage

| Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage¹⁹ | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|--|
| Verrerie, cristallerie, céramique et porcelaine | + 8 % |
| Articles de coutellerie, couverts et argenterie | + 9 % |
| Ustensiles et articles de cuisine non électriques | + 5 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

¹⁸ Pour information, les données concernant les prix de réparation de linge et textiles pour la maison ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

¹⁹ Pour information, les données sur le prix de la réparation de verrerie, de vaisselle et d'ustensiles de ménage ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

Les prix des produits considérés augmentent en moyenne de + 8 %. Les prix des articles de verrerie, cristallerie, céramique et porcelaine augmentent de + 8 %, ceux des articles de coutellerie, couverts et argenterie de + 9 %, et ceux des ustensiles et articles de cuisine non électriques de + 5 %.

Outillage et autre matériel pour la maison et le jardin

| Outillage et autre matériel pour la maison et le jardin | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|--|--|
| Gros outillage et matériel | + 5 % |
| Petit outillage et accessoires divers ²⁰ | + 5 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Les prix de l'outillage et autre matériel pour la maison et le jardin augmentent en moyenne de + 5 %, aussi bien pour le gros que le petit outillage. On observe une hausse de + 20 % des services de réparation et de location des gros outillages.

Biens et services pour l'entretien courant du foyer

| Biens et services pour l'entretien courant du foyer | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|--|--|
| Biens d'équipement ménager non durables | + 8 % |
| Services domestiques et services ménagers ²¹ | + 18 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Les prix des biens et services pour l'entretien courant du foyer ont augmenté en moyenne de + 12 % entre 2009 et 2018.

Les prix des biens de cette catégorie ont augmenté de + 8 %. Ce sont notamment les petits articles de quincaillerie et de couture (aiguille à tricoter, clous, vis, punaises ...) qui ont vu leurs prix augmenter (+ 29 % sur la période). Le prix des services a augmenté plus rapidement sur la même période : + 18 %. Ce sont notamment le prix des services domestiques fournis par du personnel salarié qui a augmenté (+ 20 %), et le prix du nettoyage d'articles textiles hors vêtements (+ 19 %).

La santé

Les dépenses de santé représentent 4 % de la consommation finale des ménages en 2018, soit 50,1 milliards d'euros. Le prix des biens et services de santé a diminué en moyenne de - 6 % entre 2009 et 2018. C'est un des seuls postes de consommation où les prix diminuent (l'autre poste étant celui des communications).

²⁰ Les données concernant les prix de réparation de petit outillage non motorisé et d'accessoires divers ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

²¹ Pour information, les données ne sont pas disponibles sur les autres services domestiques et services ménagers (services fournis par des entreprises ou des travailleurs indépendants, services ménagers tels que le nettoyage des vitres, dératisation, désinfection ...)

Produits, appareils et matériels médicaux

| Produits appareils et matériels médicaux | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|--|--|
| Produits pharmaceutiques | - 26 % |
| Produits médicaux divers | 0 % |
| Appareils et matériel thérapeutiques ²² | + 2 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Les prix des produits, appareils et matériels médicaux ont baissé en moyenne de - 20 %. Une baisse portée par la diminution des prix des produits pharmaceutiques (- 26 %). Les prix des produits médicaux divers sont restés stables, même si on note une hausse de + 4 % des prix des tests de grossesse et des dispositifs contraceptifs mécaniques (préservatifs). Le prix des appareils et matériel thérapeutiques (optique médicale, aides auditives ...) ont légèrement augmenté de + 2 % sur la période.

Services ambulatoires²³

| Services ambulatoires | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|------------------------------|--|
| Services médicaux | + 10 % |
| Services dentaires | + 8 % |
| Services paramédicaux | + 3 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Le prix des services ambulatoires a augmenté en moyenne de + 7 % sur la période considérée. Le prix des services médicaux (consultations des médecins généralistes ou spécialistes) a augmenté de + 10 %, celui des services dentaires (services des dentistes, hygiénistes oraux, auxiliaires dentaires ...) de + 8 %, et celui des services paramédicaux de + 3 % (hausse notamment portée par l'augmentation du prix des cures thermales privées de + 17 %).

Les transports

Les dépenses liées aux transports sont le deuxième poste de consommation le plus important, après les dépenses liées au logement. Elles représentent 14 % des dépenses de consommation finale des ménages, soit 167,3 milliards d'euros en 2018. Les prix des biens et services liés aux transports ont augmenté en moyenne de + 18 %.

Achat de véhicules

| Achat de véhicules²⁴ | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|--|--|
| Voitures automobiles | + 10 % |
| Motocycles | + 3 % |
| Bicyclettes | - 1 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

²² Pour information, les données concernant les prix de réparation d'appareils et de matériels thérapeutiques ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

²³ Pour information, les données concernant le prix des services hospitaliers ne sont pas disponibles car elles ne rentrent pas dans le champ de l'indice des prix à la consommation.

²⁴ Pour information, les données concernant le prix des véhicules à traction animale ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

Le prix des différents véhicules a augmenté en moyenne de + 9 %. Ce sont notamment les prix des automobiles neuves qui ont augmenté (+ 14 %), tandis que ceux des voitures automobiles d'occasion ont baissé de - 2 %. Le prix des motocycles a augmenté de + 3 %, et celui des bicyclettes a légèrement baissé de - 1 %.

Dépenses d'utilisation des véhicules

| Dépenses d'utilisation des véhicules | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|---------------------------------------|
| Pièces de rechange et accessoires pour véhicule de tourisme | - 7 % |
| Carburants et lubrifiants pour véhicule de tourisme | + 36 % |
| Entretien et réparation de véhicules particuliers | + 22 % |
| Services divers liés aux véhicules particuliers | + 15 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Les prix des dépenses liées à l'utilisation des véhicules ont augmenté en moyenne de + 25 %. Le prix des pneumatiques et des accessoires pour véhicules personnels a fortement baissé (respectivement - 11 % et - 34 %), tandis que les prix des pièces de rechange ont augmenté de + 19 %.

On constate une hausse très marquée des carburants résultant de la politique de taxation de la transition énergétique, mais également de la volatilité du cours du pétrole : + 44 % pour le prix du gazole et + 25 % pour celui de l'essence.

- Pour en savoir plus sur la formation des prix des carburants, consultez nos fiches [Cours du pétrole brut et prix à la pompe](#) et [Pourquoi les prix des carburants à la pompe continuent d'augmenter ?](#)

Les prix de l'entretien et de la réparation de véhicules de particuliers (services des garagistes hors contrôle technique) ont augmenté de + 22 %. Les prix des services divers liés aux véhicules particuliers ont augmenté de + 15 % : le prix des auto-écoles et de l'examen du permis de conduire ont augmenté de + 17 %, celui des parkings de + 29 %, + 13 % pour les péages, + 5 % pour la location de véhicules, et + 14 % pour la location de garage ou de place de stationnement.

Services de transports

| Services de transports | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|--|---------------------------------------|
| Transport ferroviaire de passagers | + 18 % |
| Transport routier de passagers | + 13 % |
| Transport aérien de passagers | - 2 % |
| Transport maritime ou fluvial de passagers | + 2 % |
| Transport combiné de passagers | + 11 % |
| Services de transport divers ²⁵ | + 2 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Le prix des services de transport de passagers a augmenté en moyenne de + 8 %. Une hausse notamment portée par la hausse du prix du transport ferroviaire (+ 18 %), de celui du transport routier

²⁵ Pour information, les données sur le prix de transport par funiculaire, téléphérique et télésiège ne sont pas disponibles sur la période étudiée, ainsi que pour les autres services de transports non classés ailleurs (commissions des agents de voyage par exemple).

(+ 13 %) et celui du transport combiné²⁶ (+ 11 %). Seuls les prix du transport aérien ont légèrement fléchi de - 2 % sur la période.

Les communications

Les dépenses liées à la communication représentent 3 % (soit 32,8 milliards d'euros) des dépenses de consommation finale des ménages en 2018. Les prix des biens et services liés aux communications ont baissé de - 25 % entre 2009 et 2018. Il s'agit du poste de consommation où les prix ont le plus diminué sur la période.

Services postaux

Le prix des services postaux a augmenté de + 43 % entre 2009 et 2018. Cette hausse est notamment due à l'augmentation du prix des services d'expédition de courrier tels que les timbres, les cartes postales, les lettres préaffranchies ... (+ 52 %). Le prix des services de livraison de colis a lui augmenté de + 16 %.

Matériel de téléphonie et de télécopie²⁷

Les matériels de téléphonie et de télécopie ont vu leur prix baisser de - 65 % entre 2009 et 2018 : - 21 % pour les téléphones fixes et - 75 % pour les téléphones portables.

D'où vient cette baisse quand on constate aujourd'hui que le prix de certains smartphones est presque au niveau du SMIC²⁸ ? Cela vient du fait que l'indice des prix à la consommation mesure l'évolution des prix des produits à qualité constante. Autrement dit, une hausse de la qualité d'un produit justifie une hausse des prix qui n'est pas considérée comme de l'inflation. On estime que les smartphones actuels procurent une utilité plus importante aux consommateurs que les anciens portables, notamment grâce aux nouvelles fonctionnalités qu'ils présentent, et cette amélioration justifie donc un prix plus élevé, ce n'est donc pas considéré comme une hausse du prix.

Services de téléphonie et de télécopie

| Services de téléphonie et de télécopie ²⁹ | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|--|---------------------------------------|
| Service de téléphonie fixe | + 3 % |
| Service de téléphonie mobile | - 35 % |
| Service d'accès à internet | - 11 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

²⁶ Lorsque deux moyens de transport ou plus sont utilisés et que leurs coûts respectifs ne peuvent pas être distingués.

²⁷ Pour information, les données concernant le prix des autres équipements de téléphonie et de télécopie (tels que le talkie-walkie par exemple) et de la réparation d'équipement de téléphonie et de télécopie ne sont pas disponibles sur la période concernée.

²⁸ Salaire minimum de croissance.

²⁹ Les données concernant les prix des services groupés de télécommunications et des autres services de communications (comme le télégraphe par exemple) ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

Le prix des services de téléphonie et de télécopie a baissé en moyenne de - 24 %. Une baisse entraînée par une chute des prix des services de téléphonie mobile (- 35 %) et des services d'accès à internet (- 11 %).

Les loisirs et la culture

Les dépenses liées aux loisirs et à la culture sont montées à 97 milliards d'euros en 2018, soit 8 % des dépenses de consommation finale. En moyenne, les prix des biens et services de loisirs et culture sont restés stables sur 10 ans.

Matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'information

| Matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'information | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|---------------------------------------|
| Matériel de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image | - 51 % |
| Matériel photographique et cinématographique et appareils optiques | - 64 % |
| Matériel de traitement de l'information ³⁰ | - 47 % |
| Supports d'enregistrement | - 24 % |
| Réparation de matériel audiovisuel, photographique et informatique | + 16 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

En moyenne entre 2009 et 2018, les biens et services de cette catégorie ont baissé de - 42 %. En y regardant de plus près, on constate que tous les prix des biens ont diminué (en prenant en compte l'effet qualité expliqué plus haut) : - 67 % pour le prix des appareils photographiques, - 61 % pour les téléviseurs, - 46 % pour les ordinateurs personnels, - 63 % pour les caméscopes ... Alors que les prix des services de réparation de matériels audiovisuel, photographique et informatique ont augmenté de + 16 %.

Autres biens durables à fonction récréative et culturelle

| Autres biens durables à fonction récréative et culturelle ³¹ | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|---------------------------------------|
| Biens durables pour loisirs de plein air ³² | + 11 % |
| Instruments de musique et biens durables destinés aux loisirs d'intérieur | + 4 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

En moyenne, les prix de ces biens ont augmenté de + 17 %. Les prix des biens durables pour loisirs de plein air ont augmenté de + 11 % avec une hausse de + 8 % des prix des camping-cars, des caravanes et des remorques, et + 16 % pour les bateaux, moteurs hors-bord et équipements de bateaux.

³⁰ Pour information, les données concernant le prix des logiciels ne sont pas disponibles sur la période considérée

³¹ Les données concernant le prix de l'entretien et de la réparation des autres biens durables de loisirs et culturels ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

³² Les données concernant les prix des avions, ulm, planeurs et autres aéronefs, ainsi que ceux des chevaux poneys et accessoires équestres, et ceux des grands articles pour jeux et sports ne sont pas disponibles sur la période concernée.

Le prix des instruments de musique a augmenté de + 6 %, et celui des grands articles destinés aux loisirs d'intérieurs de + 2 %.

Autres articles et matériels de loisirs, de jardinage et animaux de compagnie

| Autres articles et matériels de loisirs, de jardinage et animaux de compagnie | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|--|---------------------------------------|
| Jeux, jouets et passe-temps | - 14 % |
| Articles de sports, matériel de camping et matériel pour activité de plein air ³³ | - 1 % |
| Produits pour jardin, plantes et fleurs | + 22 % |
| Animaux de compagnie et articles connexes | + 4 % |
| Services vétérinaires et autres services pour animaux de compagnie | + 16 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Les prix des biens et services de cette catégorie ont augmenté en moyenne de + 5 %. Une hausse notamment due à la hausse des prix des produits pour le jardin (+ 13 %), des plantes et des fleurs (+ 25 %) et des services vétérinaires et autres services pour animaux de compagnie tels que le toilettage, les pensions, le tatouage, le dressage ... (+ 16 %).

Seuls les prix des jeux et passe-temps (jeux de cartes, jeux de société, jeux d'échecs, jeux électroniques) diminuent fortement sur la période (- 29 %). Le prix des équipements de sport reste stable (- 1 %).

Services récréatifs et culturels³⁴

Les prix des services récréatifs et culturels augmentent en moyenne de + 16 %. En ce qui concerne les services sportifs, le prix de la pratique d'un sport a augmenté de + 19 % et le prix de la participation à des événements sportifs de + 25 %.

En ce qui concerne les services culturels dont les prix augmentent en moyenne de + 14 %, cette hausse est particulièrement marquée pour les musées, bibliothèques et jardins zoologiques (+ 24 %), le cinéma (+ 17 %), les spectacles vivants (concerts, théâtre ... + 16 %), ainsi que pour les redevances et abonnements audio-visuels (+ 15 %).

Sans grande surprise, grâce ou à cause de l'apparition des plateformes de streaming, les prix de location d'équipement et d'accessoires culturels (location de DVD, cassettes vidéo, CD ...) ont chuté de - 16 %.

³³ Pour information, les données ne sont pas disponibles concernant les prix de réparation d'équipement de sport, de camping et de loisirs de plein air.

³⁴ Pour information, les données concernant les prix des jeux de hasard ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

Journaux, livres et articles de papeterie

| Journaux, livres et articles de papeterie | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|---------------------------------------|
| Livres ³⁵ | + 9 % |
| Journaux et publications périodiques | + 32 % |
| Imprimés divers | + 21 % |
| Papeterie et matériel de dessin | + 7 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Le prix des journaux, livres et articles de papeterie ont augmenté en moyenne de + 19 %. Les prix de tous les produits de cette catégorie sont en hausse. Celle-ci est particulièrement marquée en ce qui concerne les prix des journaux (+ 41 %), ceux des revues et publications périodiques (+ 27 %), ainsi que ceux des imprimés divers tels que les catalogues, affiches, calendriers, cartes de vœux ... (+ 21 %).

Forfaits touristiques³⁶

Le prix des forfaits touristiques internationaux a augmenté de + 34 %. Cela comprend les séjours « tout compris » ou circuits comprenant voyage, nourriture, hébergement, guides ... les excursions d'une demi-journée ou d'une journée de pèlerinage qui se déroulent en dehors de la France.

L'enseignement

Les dépenses liées à l'enseignement représentent 5,7 milliards d'euros en 2018, soit 0,5 % de l'ensemble des dépenses de consommation des ménages. Cette catégorie comprend uniquement les services d'enseignement. Elle ne comprend pas les dépenses annexes liés à l'enseignement telles que les services de soutien scolaire, les livres, la papeterie, les services de restauration ...

Les données sur les prix de l'enseignement préélémentaire, primaire, post-secondaire non supérieur et l'enseignement non défini par niveau (par exemple les formations professionnelles) ne rentrent pas dans le champ de l'indice des prix à la consommation car ce sont des services non marchands.

Le prix de l'enseignement secondaire a augmenté de + 25 % entre 2009 et 2018, et le prix de l'enseignement supérieur de + 14 % sur la même période. En s'intéressant à la catégorie « enseignement » de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages, qui regroupe tous les niveaux et types d'enseignement, on constate que les prix ont en moyenne augmenté de + 13 %.

³⁵ Les données concernant le prix des services d'édition et de livres numériques ne sont pas disponibles sur la période concernée

³⁶ Les données concernant le prix des forfaits touristiques nationaux (qui se déroulent en France) ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

Les restaurants et les hôtels

Les dépenses de restauration et d'hôtellerie représentaient 7 % de la consommation finale des ménages en 2018, soit 87,3 milliards d'euros. Les prix des biens et services que l'on peut consommer dans ces lieux ont augmenté de + 19 % en moyenne entre 2009 et 2018.

Services de restauration

| Services de restauration | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|---------------------------------------|
| Restaurants, cafés et établissements de danse ³⁷ | + 16 % |
| Services de restauration rapide et à emporter | + 19 % |
| Cantines | + 20 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Les prix des services de restauration ont augmenté en moyenne de + 17 %. Dans les restaurants, le prix d'un repas traditionnel a augmenté de + 15 % (+ 16 % pour le prix d'un repas en libre-service). Les prix des vins et des spiritueux consommés dans les cafés ont augmenté respectivement de + 26 % et + 22 %.

Le prix des services de restauration rapide et à emporter a augmenté de + 19 %, celui des cantines scolaires ou universitaires de + 18 %, et celui des restaurants d'entreprise ou d'administration de + 23 %.

Services d'hébergement

| Services d'hébergement | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|---------------------------------------|
| Hôtels, motels, auberges et hébergements similaires | + 20 % |
| Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse et hébergements similaires | + 31 % |
| Autres services d'hébergement | + 14 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Les prix des services d'hébergement ont augmenté en moyenne de + 25 %. Une hausse notamment due à l'augmentation des prix des centres de vacances ou de loisirs (+ 55 %) et des campings et auberges de jeunesse (+ 30 %).

Le prix des locations de chambres dans les hôtels a augmenté de + 20 %, comme pour les locations de résidences de vacances et gîtes ruraux.

Les biens et services divers³⁸

La catégorie des biens et services divers regroupe les soins corporels, les articles de bijouterie et d'horlogerie, la protection sociale, les assurances et les services financiers. Les dépenses liées à ces biens et services représentent 12 % de la consommation finale des ménages en 2018, soit

³⁷ Les données concernant le prix des cocktails consommés dans les cafés ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

³⁸ Pour information, il existe dans cette catégorie une partie concernant les prix de la prostitution, mais les données ne sont pas disponibles sur la période considérée.

144 milliards d'euros. Les prix de ces biens et services ont augmenté en moyenne de + 16 % entre 2009 et 2018.

Soins corporels

| Soins corporels | Évolution entre 2009 et 2018 |
|---|-------------------------------------|
| Salons de coiffure et instituts de soins de beauté | + 12 % |
| Appareils électriques pour soins corporels ³⁹ | - 22 % |
| Autres appareils, articles et produits pour soins corporels | + 1 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Les prix des biens et services pour soins corporels ont augmenté en moyenne de + 4 %. On constate cependant une hausse des prix des services de soins corporels, et une stabilisation, voire une forte baisse des produits liés aux soins corporels.

En effet, le prix de la coiffure pour hommes et enfants augmente de + 11 %. Le prix de la coiffure pour femmes augmente de + 14 %, et le prix des soins de beauté corporel augmente de + 9 %. Tandis que le prix des appareils électriques pour soins corporels chute de - 22 %, celui des articles de soins corporels non électriques se stabilise (- 1 %) comme celui des articles d'hygiène corporelle, de bien-être et des produits de beauté (+ 1 %). On constate cependant une hausse plus importante des prix des parfums et eaux de toilette de + 9 % avec en parallèle une baisse des prix des shampoings et produits capillaires divers (- 9 %).

Effets personnels non classés ailleurs

| Effets personnels non classés ailleurs | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|--|
| Articles de bijouterie et horlogerie | + 43 % |
| Autres effets personnels ⁴⁰ | + 10 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

Le prix des articles de bijouterie a augmenté de + 49 %, celui des horloges et montres de + 13 %. Les services de réparations liés à ces produits ont également augmenté de + 49 %.

La catégorie des autres effets personnels regroupe les articles de voyage (hausse des prix de + 15 %), les articles de puériculture (prix stables sur 10 ans) et les autres effets personnels non classés ailleurs (+ 5 %) tels que les articles pour fumeurs (pipes, briquets ...), les articles personnels divers (lunettes de soleil, parapluie ...) ...

Protection sociale

| Protection sociale⁴¹ | Évolution des prix entre 2009 et 2018 |
|---|--|
| Services de garde d'enfants | + 10 % |
| Maisons de retraite pour personnes âgées et foyers pour personnes handicapées | + 21 % |
| Aides à domicile | + 7 % |

Source : Tableau INC d'après les données de l'indice des prix à la consommation, INSEE

³⁹ Les données ne sont pas disponibles sur la période étudiée concernant le prix de réparation d'appareils électriques pour soins corporels.

⁴⁰ Pour information, les données concernant les prix de réparation d'autres effets personnels ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

⁴¹ Les données concernant le prix des services de conseil ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

Les prix des services de protection sociale ont augmenté en moyenne de + 16 %. Une hausse notamment portée par la hausse du prix des maisons de retraite (+ 24 %). Les prix des établissements pour personnes handicapées augmentent de + 11 %, celui des services de garde d'enfants de + 10 % et les aides à domicile de + 7 %.

Assurances⁴²

Le prix des assurances a augmenté de + 26 % en moyenne. Cela est dû en partie à l'augmentation de la sinistralité, notamment les catastrophes naturelles. La hausse est plus fortement marquée pour l'assurance habitation (+ 36 %) et l'assurance complémentaire santé (+ 26 %). La hausse de l'assurance transport⁴³ est relativement plus modérée (+ 16 %).

Services financiers non classés ailleurs et autres services non classés ailleurs

La catégorie des services financiers non classés ailleurs regroupe les services d'intermédiation financière (sifim), les frais de banques et de change, ainsi que les conseils et courtage financiers. Les données ne sont disponibles que sur les prix des frais de banques et de change, qui augmentent de + 16 % sur la période.

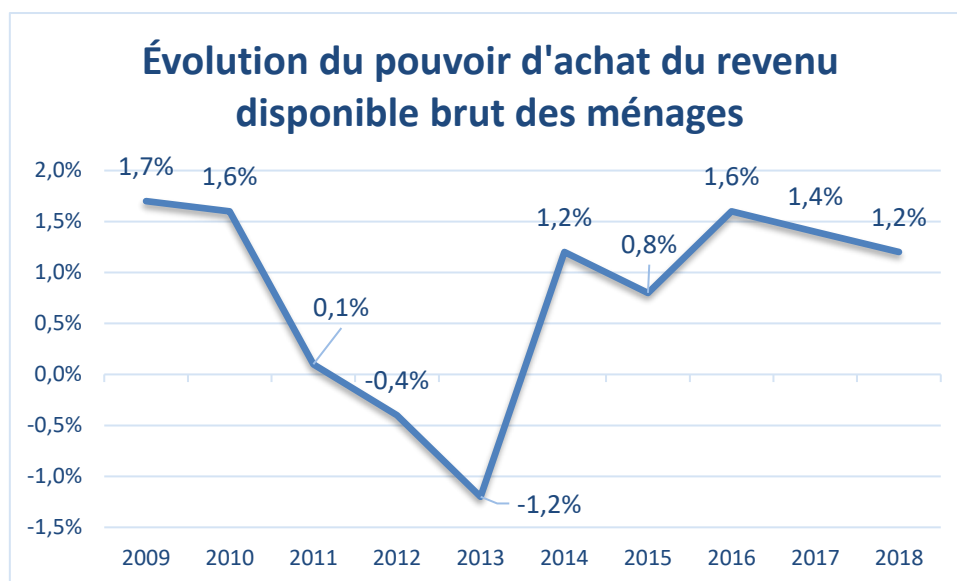
Les prix des autres services non classés ailleurs augmentent en moyenne de + 12 %. Une hausse notamment portée par l'augmentation des prix des services funéraires (+ 27 %) et des autres frais et services non classés ailleurs (+ 19 %) tels que les détectives privés, les agences matrimoniales, les écrivains publics ... La hausse des prix des services juridiques et comptable est plus modérée (+ 8 %) tandis que les prix des frais administratifs non classés ailleurs (certificats de naissance, de mariage, de décès, passeports ...) baissent de - 2 %.

Conclusion : évolution du pouvoir d'achat

L'évolution du pouvoir d'achat se calcule en faisant la différence entre l'évolution des revenus et l'évolution des prix. Pour récapituler ce que nous avons vu dans les parties précédentes, on constate que les prix ont augmenté en moyenne de **+ 8,2 %** et que le revenu disponible brut a augmenté de **+ 15,3 %**.

⁴² Pour information, les données sur le prix des assurances vie, des assurances voyage, des assurances de santé publique et des autres assurances (comme la responsabilité civile) ne sont pas disponibles sur la période étudiée.

⁴³ Cette classe comprend les frais de service d'assurance en lien avec les véhicules personnel, les frais de service d'assurance voyage et les assurances bagages.



Graphique : INC d'après des données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE

On constate en 2011 et 2012 une baisse de - 0,4 % qui est due à une forte hausse des prix (+ 1,4 %) que n'arrive pas à compenser la hausse du revenu disponible brut (+ 1 %). Entre 2012 et 2013, le pouvoir d'achat se dégrade fortement avec une baisse de - 1,2 %, ce qui est dû à une baisse du revenu disponible brut (- 0,5 %) combiné à une hausse des prix de + 0,7 %.

Entre 2013 et 2014, le pouvoir d'achat repart à la hausse avec une augmentation de + 1,2 % due à une stabilisation des prix (+ 0,1 %) et une forte hausse du revenu disponible brut (+ 1,3 %).

Finalement, sur 10 ans, le pouvoir d'achat a augmenté de + 7,1 %, ce qui correspond à une hausse de + 0,7 % par an en moyenne.

Le pouvoir d'achat a donc bien augmenté ces dix dernières années, et pourtant ce n'est pas le ressenti des consommateurs aujourd'hui. Cette différence peut s'expliquer par différents biais psychologiques et statistiques.

- **Il existe différents biais sur la perception des prix**

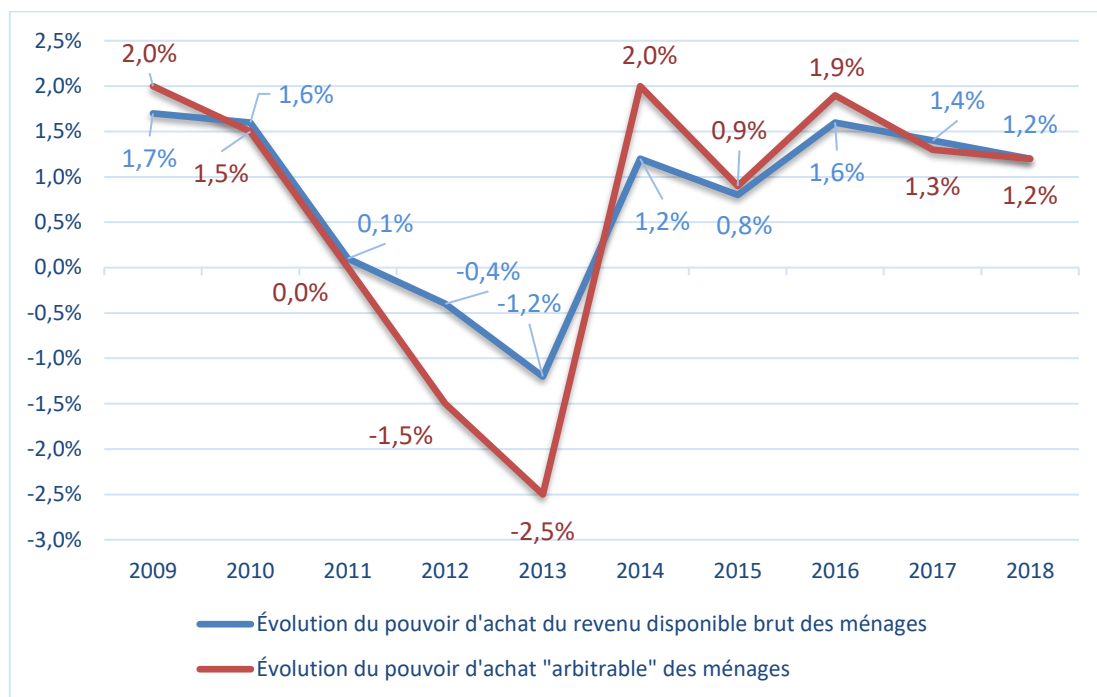
L'évolution des prix est calculée sur un panier de biens et services représentatif de la consommation moyenne du pays, alors que les dépenses de consommation sont différentes d'un individu à l'autre. Par exemple, un individu qui vit proche des transports en commun n'a pas le même niveau de consommation en carburants qu'un individu obligé de prendre sa voiture pour tous ses déplacements. Ils ne seront donc pas impactés de la même façon par hausse des prix des carburants.

De plus, il existe deux biais psychologiques sur les prix. Le premier est que les consommateurs sont plus attentifs sur le prix des biens et services qu'ils achètent régulièrement (donc l'alimentation, l'énergie, les carburants). Le second est que la perte de bonheur liée à une hausse des prix est plus importante que la hausse du bonheur liée à une baisse des prix.

- **Le problème du poids des dépenses « pré-engagées »**

Comme nous l'avons vu précédemment, ce sont des dépenses qui sont liées à un contrat et non négociables à court terme dans lequel nous retrouvons notamment les dépenses liées au logement (loyer, facture d'eau, de gaz, d'électricité, abonnement internet, télévision ...). Ces dernières représentent environ 30 % du revenu disponible brut des ménages. Le poids de ces dépenses est également d'autant plus important que le revenu du ménage est faible.

Ainsi, quand les prix évoluent à la hausse ou à la baisse, les consommateurs ont en moyenne un arbitrage à faire sur 70 % de leur revenu et non pas sur l'intégralité. C'est donc un premier biais psychologique qui donne l'impression que le revenu du ménage n'est pas totalement disponible mais ficelé par des contrats.



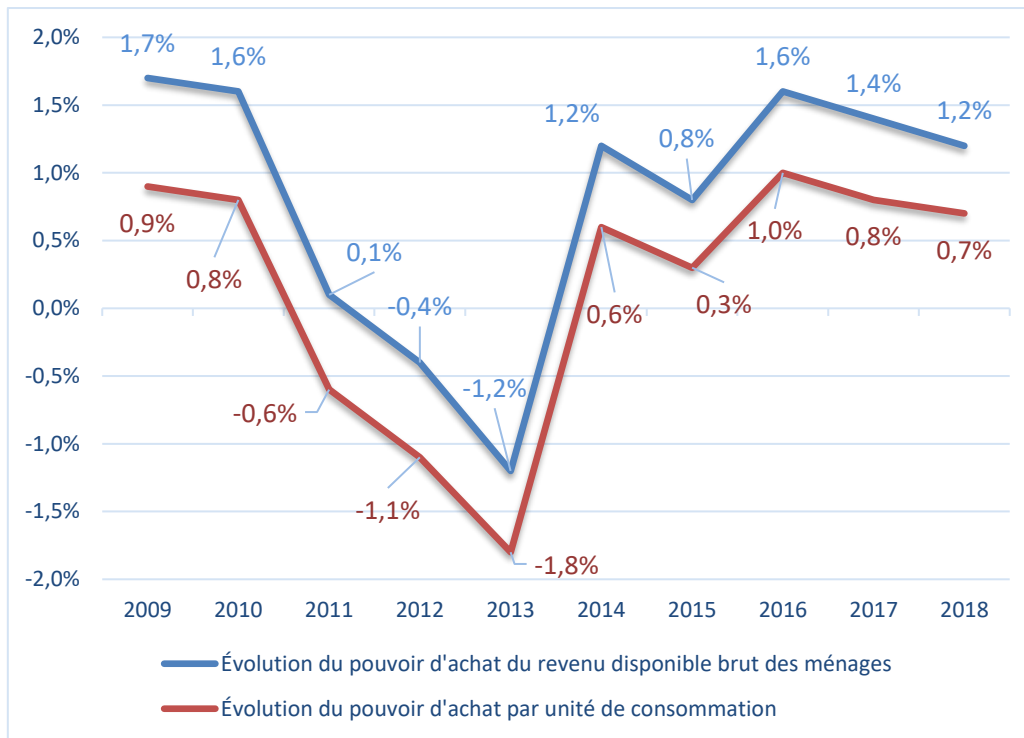
Graphique : INC d'après des données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE

En retirant du calcul les dépenses « pré-engagées », on obtient ce qu'on appelle le pouvoir d'achat « arbitrable ». Sur 10 ans, il augmente de + 6,8 %, soit légèrement moins que le pouvoir d'achat « classique ».

- **L'accroissement de la vie seule et des ménages monoparentaux**

Les revenus et les dépenses des ménages sont calculés sur l'ensemble de la population. Or la vie à deux ou à plusieurs permet de réduire le niveau des dépenses sans que cela ne réduise le niveau de vie du ménage. Par exemple, un abonnement internet ne coûte pas deux fois plus cher si deux personnes l'utilisent plutôt qu'une. Ainsi, il n'est pas nécessaire d'avoir un revenu deux fois plus important quand on vit à deux pour avoir le même niveau de vie que lorsqu'on vit seul.

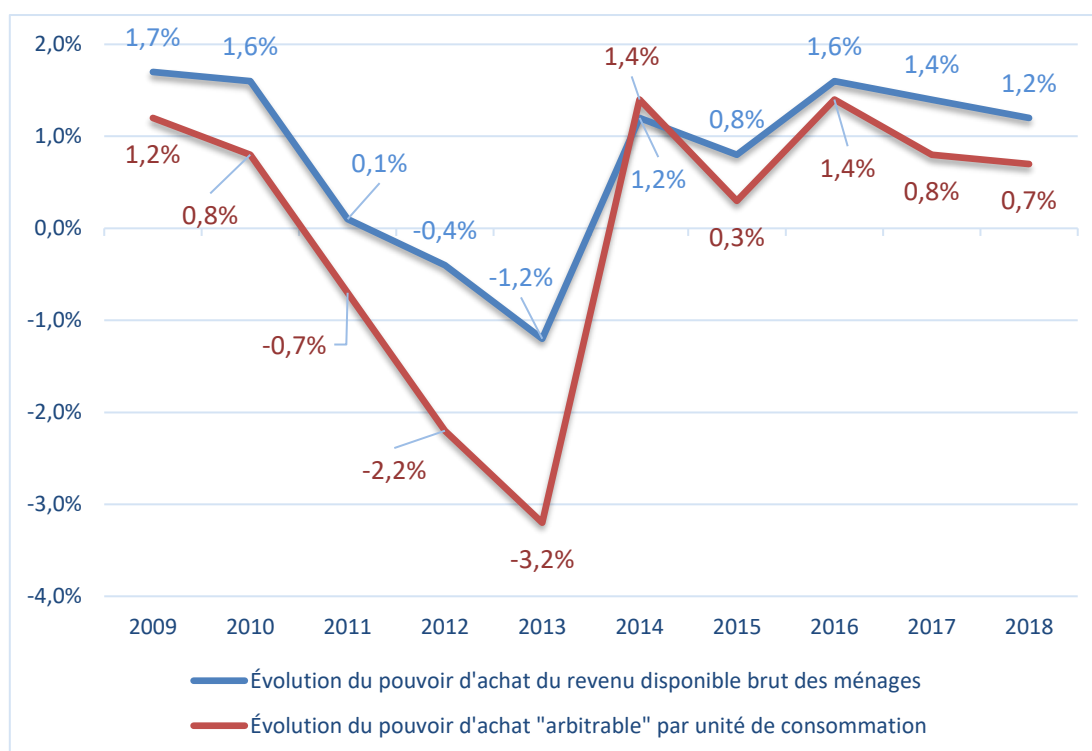
Pour pallier cette limite, l'INSEE calcule ce qu'on appelle les unités de consommation où dans un ménage, le premier adulte représente une unité de consommation, les autres adultes du ménage correspondent chacun à 0,5 unité de consommation, et les enfants de moins de 14 ans du ménage représentent chacun 0,3 unité de consommation.



Graphique : INC d'après des données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE

Si on calcule le pouvoir d'achat par unité de consommation, on se rapproche un peu plus de la réalité avec une hausse de + 1,6 % sur dix ans, il s'agit d'une hausse quatre fois moins importante que pour le pouvoir d'achat classique, soit une hausse de + 0,2 % par an en moyenne. Cela fait donc 10 ans que le pouvoir d'achat stagne, ce qui est plus proche de la réalité et du ressenti des consommateurs.

Pour aller encore plus loin, il est possible de calculer le pouvoir d'achat « arbitrage » par unité de consommation. C'est l'indicateur qui est le plus proche de la réalité.



Graphique : INC d'après des données des comptes nationaux annuels 2018, INSEE

Le pouvoir d'achat arbitrable par unité de consommation augmente de + 0,5 % sur 10 ans. Soit une hausse annuelle moyenne inférieure à + 0,1 %. Il n'est donc pas surprenant que les Français aient l'impression que le pouvoir d'achat n'a pas du tout augmenté ces dernières années, et qu'il reste une question centrale dans le quotidien de tous.

Tableaux récapitulatifs

Les revenus et les charges

| Les revenus | Évolution entre 2009 et 2018 |
|--|------------------------------|
| Rémunération des salariés | + 22 % |
| Revenus de la propriété | - 6 % |
| Excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles | + 19 % |
| Revenus mixtes | + 1 % |
| Revenus primaires | + 18 % |
| Prestations sociales | + 24 % |
| Autres transferts courants | - 81 % |
| Revenus bruts | + 19 % |
| Transferts sociaux en nature | + 21 % |
| Revenus bruts ajustés | + 19 % |

| Les charges | Évolution entre 2009 et 2018 |
|--|-------------------------------------|
| Impôts | + 45 % |
| Cotisations sociales | + 21 % |
| Ensemble des charges payées par les ménages | + 28 % |

| | Évolution entre 2009 et 2018 |
|-----------------------------|-------------------------------------|
| Revenu disponible brut | + 15 % |
| Revenu disponible ajusté | + 16 % |
| Revenu disponible arbitrage | + 15 % |

Les prix

| | Évolution entre 2009 et 2018 |
|---|-------------------------------------|
| Indice de la dépense de consommation finale des ménages | + 8,2 % |
| Indice des prix à la consommation | + 10,5 % |
| Produits alimentaires et boissons non alcoolisées | + 10 % |
| Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants | + 36 % |
| Articles d'habillement et chaussures | + 3 % |
| Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles | + 21 % |
| Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer | + 4 % |
| Santé | - 6 % |
| Transports | + 18 % |
| Communications | - 25 % |
| Loisirs et culture | 0 % |
| Enseignement | + 13 % |
| Restaurants et hôtels | +19 % |
| Biens et services divers | + 16 % |

Le pouvoir d'achat

| | Évolution entre 2009 et 2018 |
|---|-------------------------------------|
| Pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages | + 7,1 % |
| Pouvoir d'achat « arbitrage » des ménages | + 6,8 % |
| Pouvoir d'achat par unité de consommation | + 1,6 % |
| Pouvoir d'achat « arbitrage » par unité de consommation | + 0,5 % |